



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination, du pilotage,  
de l'appui territorial et de  
l'environnement**

**Arrêté n°25-DCPATE-197**

**autorisant la Société FOURS A CHAUX DE L'OUEST (FACO) à exploiter une carrière au  
lieu-dit « Pareds » sur le territoire de LA JAUDONNIERE  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00-DRCLE-4-594 du 04 décembre 2000 autorisant la société FACO à exploiter une unité de broyage – concassage – criblage et séchage de calcaires au lieu-dit « Le Pareds » à LA JAUDONNIERE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-DRCTAJE-1-55 du 23 janvier 2007 autorisant la Société FOURS A CHAUX DE L'OUEST (FACO) à exploiter, après extension, une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de LA JAUDONNIERE au lieu-dit « Pareds » ;

VU la demande déposée le 30 mai 2023, complétée au 19 décembre 2023 et 12 février 2024, par la Société FOURS A CHAUX DE L'OUEST (FACO) en vue d'obtenir l'extension et la prolongation d'exploitation de la carrière du Pareds qu'elle exploite sur la commune de LA JAUDONNIERE ;

VU les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024-DCPATE-214 du 28 mai 2024 et les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 juin au 25 juillet 2024 sur la commune de LA JAUDONNIERE ;

VU l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale PDL-2023-7074 du 20 février 2024 ;

VU l'avis des services administratifs consultés ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 19 août 2024 ;

VU les avis des conseils municipaux consultés de La Jaudonnière, Sigournais, et des Communautés de Communes Sud Vendée Littoral et Pays de la Châtaigneraie ;

VU les arrêtés préfectoraux n°2024-DCPATE-600 du 18 novembre 2024, n°2025-DCPATE-13 du 23 janvier 2025 et n°2025-DCPATE-113 du 4 avril 2025 prolongeant successivement la durée d'instruction de la demande susmentionnée ;

VU l'arrêté n°2016-106 du 25 mars 2016 de mesures d'archéologie préventive pour le projet d'extension de la carrière de la Jaudonnière ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 25 septembre 2024 proposant le refus de l'autorisation d'exploitation en l'absence de maîtrise foncière et technique des pistes empruntées par les tombereaux ;

VU l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Vendée (CDNPS) dans sa séance du 29 octobre 2024 de report du dossier ;

VU les compléments apportés par l'exploitant dans sa transmission du 14 janvier 2025 indiquant le recours à des véhicules homologués pour les traversées des voies communales n°7 et 16 présentent entre les différentes zones d'extraction de la carrière du Pareds et de son usine autorisée par arrêté préfectoral n° 00-DRCLE-4- du 4 décembre 2000 ;

VU l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Vendée dans sa séance du 25 février 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 avril 2025 remplaçant celui du 25 septembre 2024 ;

VU le courrier préfectoral du 18 avril 2025 demandant à l'exploitant de faire part sous 15 jours de ses remarques sur le projet d'acte joint au courrier ;

VU l'absence d'arrêté préfectoral d'autorisation constatée le 21 avril 2025, valant refus tacite ;

VU le courrier électronique du 6 mai 2025 de l'exploitant concernant la surface totale en fosse, le tracé sur le plan d'exploitation de la fosse autorisée pour le respect du délaissé périphérique et la fréquence de mesure des PM10 dans l'environnement du site ;

Considérant que les compléments apportés par l'exploitant le 14 janvier 2025, présentés en CDNPS lors de la séance du 25 février 2025 susvisée, comprennent l'engagement de la société FACO à se doter de véhicules homologués pour traverser le domaine routier public lors du transport de ses matériaux des zones d'extraction vers l'usine susmentionnée ;

Considérant que la société FACO a justifié ses capacités techniques et financières ;

Considérant que la société FACO est autorisée à exploiter, de manière indépendante à la carrière, une unité de broyage – concassage – criblage et séchage de calcaires par l'arrêté susvisé du 4 décembre 2000 au lieu-dit « Le Pareds » et que certaines activités y sont mutualisées (entretien des engins, stockage des déchets produits,...) ;

Considérant que les passages réguliers de camion, à vide et en charge, sur les voies communales n°7 et 16 nécessitent la mise en place de mesure de sécurisation (feux de signalisation, panneautage) à la sortie des deux fosses de la carrière ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L.211-1 et L.511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

## ARRÊTE

**Article 0.** Le présent arrêté annule le refus tacite constaté le 21 avril 2025.

### TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### **Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### *Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation*

La société FOURS A CHAUX DE L'OUEST (FACO), désignée ci-après « l'exploitant », dont le siège social est situé au lieu-dit « Pareds » à LA JAUDONNIERE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire du Bajocien-Bathonien, sur le territoire de la commune située à la même adresse.

##### *Article 1.1.2 - Prescriptions antérieures*

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions des textes suivants :

- Arrêté préfectoral n° 06-DRCTAJE-1-55 du 23 janvier 2007 sauf article 1.

##### *Article 1.1.3 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées*

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Exploitation de carrières	(rubrique sans seuil) 150 000 t max/an 100 000 t/an moyenne Surface totale : 38 ha 25 a 68 ca dont surface totale en exploitation (surface en fosse selon les phases) : 28,3 ha	A
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	3 500 m <sup>2</sup>	E

\* A (autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

##### *Article 1.1.4 - Installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau*

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres de surveillance des eaux souterraines	D
2.1.5.0-1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	38 ha	A
3.2.3.0-1	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Max 4,16 ha	A
1.3.1.0-2	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h 2° Dans les autres cas	0,5 m³/h à l'année, (8 m³/h en pointe)	D

\* A : autorisation, D : déclaration

*Article 1.1.5 - Périmètre de l'établissement et descriptions des installations*

Les installations sont implantées sur les parcelles suivantes de la commune de LA JAUDONNIERE :

	Lieu-dit	Section	Parcellaire (p : pour partie)	Surfaces	Observation
Fosse Nord	Le Champ Renaud	A	0171p, 0172p, 0173p, 0932p, 1018,	19 ha 63 a 60 ca	renouvellement
	La Brosse Boussineau	A	0177, 1020		
	La Bouette	ZA	0038, 0040, 0062, 0063, 0064, 0065, 0066p, 0067, 0068, 0069, 0070, 0099, 0100, 1104, 1127		
	La Bouette	ZA	0058, 0059, 0061	9 ha 96 a 60 ca	Extension fosse Nord – terrain agricole
Fosse Sud	Les Chevriottes	ZD	11	8 ha 65 a 48 ca	Extension fosse Sud – terrain agricole
		ZD	46		renouvellement

Totaux	38 ha 25 a 68 ca  dont 28 ha 29 a 08 ca en renouvellement  dont 28,3 ha excavés au total sur toute l'exploitation.
--------	--

Le périmètre d'autorisation est reporté sur le plan joint en **annexe I**.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

#### *Article 1.1.6 - Limites de l'autorisation*

La surface totale d'exploitation est d'environ 38,25 ha dont 28,3 ha au total sont en extraction par phase. Le périmètre d'extraction est reporté sur le plan joint en **annexe I**.

La production moyenne annuelle de la carrière ne peut dépasser 100 000 t max/an. Elle correspond au rythme normal d'exploitation du gisement. Son dépassement, dans la limite de la capacité maximale annuelle autorisée de 150 000 tonnes, reste lié à des niveaux d'activité exceptionnels et sur une période limitée.

Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées par pesée.

La cote minimale d'extraction est de +48 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction. L'exploitation est réalisée sur 1 à 2 fronts d'une hauteur variant entre 5 et 15 m.

Des apports de déchets inertes extérieurs sont destinés au réaménagement de la carrière pour un total de 250 000 m<sup>3</sup> sur la durée de l'autorisation soit 50 000 m<sup>3</sup>/an (16 000 t/an). Cet apport est réglementé selon les prescriptions de l'article 3.5.

#### *Article 1.1.7 - Durée de l'autorisation*

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 25 années. Les travaux de remise en état sont inclus dans cette durée.

Considérant les prescriptions archéologiques édictées par l'arrêté n°2016-106 du 25 mars 2016 susvisé en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du Code du patrimoine, la réalisation des travaux relatifs à l'activité extractive est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions archéologiques.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai (R.181-48 et R.512-74 code de l'environnement).

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'est pas mise en service dans un délai de trois ans ou n'est pas exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **Article 1.2 - Conditions générales de l'autorisation**

### *Article 1.2.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation*

Les installations et leurs annexes sont implantées, construites, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers présentés au préfet sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

### *Article 1.2.2 - Porter à connaissance*

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. Cette transmission est accompagnée des études d'impact et de dangers actualisées telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

### *Article 1.2.3 - Danger ou nuisance non prévenu*

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

### *Article 1.2.4 - Transfert sur un autre emplacement*

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées dans le présent arrêté nécessite une nouvelle autorisation ou déclaration le cas échéant.

### *Article 1.2.5 - Renouvellement*

La demande est présentée conformément à l'article R.181-49 du Code de l'environnement.

### *Article 1.2.6 - Changement d'exploitant*

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Avant le transfert, le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et, si possible à ce stade, l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières établit dans les conditions prévues à l'article 1.4 du présent arrêté. Le cas échéant, la nouvelle attestation sera transmise au préfet dans les conditions indiquées par l'administration.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. À cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

### *Article 1.2.7 - Cessation d'activité*

L'exploitant procède à la cessation d'activité, définie par l'article R.512-75-1, dans les conditions prévues par le Code de l'environnement (R.512-39-1 et suivants).

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, suite à l'arrêt de l'activité l'usage à prendre en compte est le suivant : « Usage de renaturation, impliquant [...] des opérations de restauration [...], à des fins de développement d'habitats pour les écosystèmes ».

Les conditions de remise en état sont détaillées à l'article 3.6 du présent arrêté.

Une étude de stabilité spécifique, prescrite à l'article 9.4.3 du présent arrêté, est réalisée lors de la cessation.

### Article 1.3 - Législations et réglementations applicables

#### Article 1.3.1 - Textes généraux applicables à l'établissement

Outre les dispositions du Code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent.

Références des textes	Critères d'application
Arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.	carrière
Arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.	carrière
Arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.	carrière
Arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.	II de l'art.12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994
Arrêté ministériel du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.	Extensions postérieures au 23/01/97
Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement	- AM du 12/12/2014 susmentionné (remblaiement par des déchets inertes externes et des terres excavées externes)
Arrêté ministériel du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.	Carrière
Arrêté ministériel du 17/12/2020 abrogeant l'arrêté du 07/07/2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence et l'avis fixant les nouvelles méthodes normalisées de référence..	ICPE
Arrêté ministériel du 11/03/2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.	ICPE
Arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement	Autorisation ICPE et prélèvement supérieur à la quantité de l'article 1 dudit arrêté

#### Article 1.3.2 - Installations soumises à enregistrements

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales ci-dessous s'appliquent aux installations suivantes :

Arrêté ministériel	Installations soumises à Enregistrement	Dérogations à l'arrêté	Localisation
Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Transit des matériaux de la carrière	Dérogations relatives aux installations au sein d'une carrière.  Le suivi environnemental est réalisé dans les conditions prévues par le présent arrêté.	Dispersé sur la carrière

#### *Article 1.3.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration*

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, les installations soumises à déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC conformément à l'article R.512-55 du Code de l'environnement.

#### *Article 1.3.4 - Respect des autres législations et réglementations*

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

#### *Article 1.3.5 - Diagnostic archéologique*

L'exploitant est tenu de réaliser les mesures archéologiques prescrites par l'arrêté n°2016-106 du 25 mars 2016 susvisé, avant la mise en services des extensions visées à l'article 1.1 du présent arrêté.

### **Article 1.4 - Garanties financières**

#### *Article 1.4.1 - Objet des garanties financières*

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

#### *Article 1.4.2 - Montant des garanties financières*

Pour chaque phase quinquennale, le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées et sont les suivants :

Phase quinquennale	1	2	3	4	5
Montant (€TTC)	512 857	525 072	565 782	495 900	328 423
(Indice TP01 (base 2010) utilisé de 128 (01/2023) avec une TVA de 20 %)					

Depuis le 1er octobre 2014, l'indice TP01 à prendre en compte pour l'actualisation des garanties financières est l'« indice TP01 base 2010 » multiplié par 6.5345, arrondi à la décimale.

#### *Article 1.4.3 - Établissement des garanties financières*

Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'exploitation mentionnés à l'article 3.1.6, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 utilisé.

#### *Article 1.4.4 - Renouvellement des garanties financières*

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

#### *Article 1.4.5 - Actualisation des garanties financières*

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### *Article 1.4.6 - Modification du montant des garanties financières*

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### *Article 1.4.7 - Absence de garanties financières*

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### *Article 1.4.8 - Appel des garanties financières*

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### *Article 1.4.9 - Levée de l'obligation de garanties financières*

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux dans les conditions prévues au VI du R.512-78 du Code de l'environnement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, prévu à l'article R.516-5 dudit code, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

---

## **TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **Article 2.1 - Mise en application du présent arrêté**

Dans un délai de six mois suivant sa notification, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Ce bilan, transmis à l'inspection des installations classées, précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.

Ce délai peut être prolongé à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques.

Dans le cas où certains travaux ne sont pas encore achevés, l'exploitant précise les délais de leur réalisation effective en indiquant les raisons des retards pris.

### **Article 2.2 - Conception des installations**

Au sens du présent arrêté, le terme « installations » regroupe tant les outils de production et les utilités nécessaires à leur fonctionnement que les équipements de traitement des émissions de tout type de l'établissement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;

- prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le Code de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

### **Article 2.3 - Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

- Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Les consignes sont portées à la connaissance des salariés et affichées.

### **Article 2.4 - Réserves de produits ou matières consommables**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, floculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **Article 2.5 - Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire au non-respect des prescriptions imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la gêne ou la nuisance émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées. Il en informe sans délai l'inspection des installations classées en présentant les mesures correctives engagées pour y remédier.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

### **Article 2.6 - Surveillance des émissions**

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains

peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 2.7 - Autosurveillance**

### *Article 2.7.1 - Principes de l'autosurveillance*

Pour justifier du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance dit « programme d'autosurveillance ». Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

La réalisation du programme d'autosurveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais.

### *Article 2.7.2 - Suivi, analyse et interprétation des résultats de l'autosurveillance*

L'exploitant établit un rapport périodique relatif aux résultats des mesures de surveillance de ses émissions dans l'environnement. Cette synthèse commente, analyse et interprète les résultats de la période considérée (en particulier les causes et les ampleurs des écarts), les modifications éventuelles du programme de surveillance et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, le traitement des émissions, la maintenance...) ainsi que leur efficacité.

Les actions correctives sont mises en œuvre lorsque les résultats des mesures laissent présager des risques ou des inconvénients pour l'environnement ou le non-respect des valeurs limites réglementaires.

### *Article 2.7.3 - Conservation des résultats de l'autosurveillance*

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pour une durée d'au moins :

- 5 ans pour les justificatifs résultant de l'autosurveillance et des mesures des effets sur l'environnement supervisés par l'exploitant ;
- 10 ans pour les contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés ou adaptés aux durées spécifiques imposées par les réglementations concernées ;
- permanent pour les synthèses annuelles de la surveillance des émissions et de leurs incidences sur l'environnement.

## **Article 2.8 - Incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **Article 2.9 - Enquête annuelle (GEREP)**

Avant le 31 mars de l'année (n+1), l'exploitant transmet un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente (n), et une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), en complétant le site Internet mis en place par l'inspection des installations classées. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

## **Article 2.10 - Plans**

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les dates de levée ;
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, la position des clôtures et merlon, ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement) ;
- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ainsi que les limites de la fouille telle que projetée dans le dossier de demande d'autorisation sur les zones en fosse lors du relevé ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, y compris les zones sous le niveau d'eau, les stockages, les merlons, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille. Des points significatifs autour du site (par exemple voies communales) sont également reportées sur le plan ;
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière, le sens des pentes et écoulements d'eau au sein de la carrière ;
- les mesures prises et prévues sur les zones particulières de préservation écologique dans les conditions de l'article 4.3 ci-dessous ;
- les zones particulières d'aménagement paysager, réalisées et prévues, dans les conditions de l'article 4.1.2 ci-dessous ;
- la localisation des stockages de matériaux ;
- le contour de la zone de remblaiement telle que projetée dans la demande d'autorisation ;
- les zones remises en état.

## **Article 2.11 - Récapitulatif de documents**

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande ou transmis dans les conditions prévues à l'article 10.

En particulier, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressées au préfet ;
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement ;
- le plan des réseaux ;
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficient l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation, les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales et les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et leurs prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les enregistrements, compte-rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations ;

- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérification et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôle réglementaires réalisés par des organismes agréés.

Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

---

## **TITRE 3 - AMÉNAGEMENT ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

---

### **Article 3.1 - Aménagements préliminaires**

#### *Article 3.1.1 - Clôture*

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails ou de barrières maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures, portails et barrières. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Les zones clôturées ou dispositifs équivalents peuvent être modifiées au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation néanmoins leur efficacité ne doit pas être remise en cause.

#### *Article 3.1.2 - Panneaux*

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site ;
- des panneaux avertissant des dangers du site.

#### *Article 3.1.3 - Bornage*

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.

#### *Article 3.1.4 - Accès à la voirie publique*

La traversée des routes communales 7 et 16 par des engins non homologués (dont tombereaux) est interdite et l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte que l'activité du site ne soit pas susceptible de générer des accidents de circulation.

Cet aménagement comprend notamment la mise en place :

- de feux tricolores destinés aux engins de la carrière (avec détection sur la voirie),
- de panneaux STOP complémentaires (en cas de défaillance des feux) destinés aux engins de la carrière.

Le panneautage et les éventuels aménagements respectent les conditions édictées par le gestionnaire de voirie, lorsqu'ils sont réalisés sur les voies communales.

#### *Article 3.1.5 - Réseau de dérivation des eaux de pluie*

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés au Code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone.

#### *Article 3.1.6 - Début d'exploitation et attestation de constitution des garanties financières*

Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'exploitation (de l'extension), mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.5 ci-dessus ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet et le maire de la commune de la Jaudonnière.

Cette information au préfet est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires et, pour le préfet, du document attestant la constitution des garanties financières visée à l'article 1.4 du présent arrêté.

### **Article 3.2 - Dispositions générales**

#### *Article 3.2.1 - Sécurité*

En dehors de la présence de personnel qualifié, les installations et engins sont laissés en sécurité.

#### *Article 3.2.2 - Accueil des tiers*

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises.

### **Article 3.3 - Conduite de l'Exploitation**

#### *Article 3.3.1 - Phasage*

Les travaux sont menés en 5 phases de 5 années. Les plans de phasage sont joints en **annexe II**.

Les aménagements liés aux mesures ERC/A-S (« évitement, réduction, compensation, aménagement/suivi ») sont prévues dans les conditions de l'article 4 du présent arrêté.

#### *Article 3.3.2 - Déboisement - défrichement*

Les travaux de déboisement et de défrichement sont organisés conformément au dossier de demande d'autorisation et aux prescriptions de l'article 4.3 (mesure ERC) du présent arrêté.

#### *Article 3.3.3 - Décapage*

Les opérations de décapage sont limitées au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage des terrains est réalisé de façon à limiter au strict minimum les risques de destruction et de perturbation de la faune conformément aux mesures prévues à l'article 4.3.2 du présent arrêté.

Le décapage est réalisé de préférence hors période sèche et venteuse afin de limiter les émissions de poussières, mais sur sol sec. Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempé.

Le décapage est réalisé de manière sélective. Les terres végétales et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

La hauteur des stocks de terres végétales et de stériles est telle que la stabilité des tas est assurée et que les caractéristiques physiques de la terre végétale ne puissent s'altérer (limitation à 2,5 m de la hauteur des stocks de terre végétale).

#### *Article 3.3.4 - Extraction des matériaux*

L'extraction est réalisée à ciel ouvert à l'aide d'une pelle sans pompage des eaux d'exhaure. L'exploitant peut en cas de besoin utiliser ponctuellement des explosifs.

La cote minimale d'extraction est celle définie à l'article 1.1.6 du présent arrêté

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites sur lesquelles porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

La hauteur des fronts d'exploitation (d'abattage) et de découverte est limitée à 15 m.

Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur, en cours d'exploitation, sera déterminée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue par le Code du travail. En position ultime, une banquette d'au moins 5 mètres de large sera conservée entre les niveaux résiduels.

Les fronts de taille, remblais, versos ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

#### *Article 3.3.5 - Stockage et traitement des matériaux extraits*

Les matériaux extraits sont repris par des engins adaptés, dans les conditions prévues à l'article 3.1.4 pour être acheminés vers l'installation de traitement autorisée par l'arrêté susvisé du 4 décembre 2000.

L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks temporaires de matériaux ne soient pas à l'origine d'envol de poussière.

#### *Article 3.3.6 - Circulation des engins et véhicules*

À l'intérieur du site, les véhicules circulent sur les voies, espaces, pistes de circulation aménagés pour accéder aux installations.

Elles sont entretenues en permanence pour maintenir un revêtement correctement nivelé.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de la carrière et leur chargement ne conduisent pas à des pertes de matériaux, envois ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique. Les traversées de route sont encadrées par l'article 3.1.4 du présent arrêté.

Les aires d'enlèvement des matériaux et la circulation sur le site sont organisées de manière à séparer au maximum les différents flux de trafic des engins d'exploitation et des transporteurs.

Un plan de circulation et une signalisation visibles et explicites seront en place à l'entrée et sur le site.

La vitesse des véhicules est limitée à 20 km/h sur l'ensemble du site.

#### *Article 3.3.7 - Distances limites et zones de protection*

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande, d'une largeur minimale de dix mètres, ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

La fosse autorisée en exploitation est définie dans l'**annexe I**. A tout moment, les distances de délaisés périphériques sont adaptées (à la hausse uniquement) par l'exploitant si des structures géologiques, remettant en cause le respect de ces délaisés, sont identifiées notamment par les études de stabilité prescrites à l'article 9.4 du présent arrêté.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

### **Article 3.4 - Tirs de mines**

#### *Article 3.4.1 - Dispositions générales*

Les prescriptions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions particulières imposées en application du Code de la défense.

Il n'y a aucun stockage permanent d'explosifs sur le site. Les explosifs sont présents uniquement pour les besoins des tirs et évacués le jour même s'ils n'ont pas été utilisés.

Les tirs de mines sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur par du personnel formé, qualifié et expérimenté.

Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir.

Les incidents de tirs (projections extérieures au périmètre de la carrière, incidents...) sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai et font l'objet d'un retour d'expérience immédiatement exploité.

#### *Article 3.4.2 - Informations préalables au tir – Périmètre de sécurité*

Les tirs d'abattage sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés.

Les riverains et la municipalité de LA JAUDONNIERE sont informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage. Sur demande, les riverains peuvent être prévenus à l'avance des jours de réalisation des tirs de mines par tout moyen adapté convenu avec l'exploitant.

Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisante pour prévenir du tir est déclenché immédiatement avant la mise à feu.

L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié au tir et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire évacuer et garder le périmètre dangereux.

#### *Article 3.4.3 - Préparation des tirs de mines*

L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gênes et des nuisances susceptibles d'être induites et assure la sécurité du public pendant les tirs.

Le positionnement des trous de mine sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

La maîtrise de l'épaisseur de la banquette à abattre sera assurée par une foration implantée de manière précise et permettant de repérer la position des trous de mines par rapport au front de taille. Cette implantation est effectuée par des moyens tels que des lasers. A défaut d'implantation précise, la qualité de la foration est contrôlée par des moyens appropriés (par exemple des sondes électromagnétiques).

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...).

Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges unitaires et totales d'explosifs, durée des tirs,...) pour éviter toute projection de pierre à l'extérieur de

l'emprise de la carrière et maintenir dans des limites acceptables pour l'environnement les vibrations et la pression acoustique induites par les tirs d'abattage ainsi que leur perception.

Toutes dispositions sont prises (bourrage, recouvrement des cordeaux détonants, des raccords de surface, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.

#### *Article 3.4.4 - Valeurs limites des vibrations*

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposable aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

Par ailleurs, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires lors des tirs de mines.

#### *Article 3.4.5 - Surveillance des vibrations et de la pression acoustique*

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique à au moins 2 emplacements.

L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement de la vitesse particulière en fonction du temps dans la bande de fréquence allant de 1 à 150 Hz avec des amplitudes comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. Il doit également permettre la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.

Sous réserve de l'accord des propriétaires, un emplacement de mesure est situé au niveau de l'habitation la plus proche de chaque tir. A défaut d'accord des propriétaires, un emplacement représentatif de celui susmentionné, aménagé à cet effet et constitué de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagé sur le rocher s'il est affleurant, peut être utilisé pour les mesures.

Les analyseurs de vibrations et les appareils associés doivent être vérifiés et contrôlés tous les ans par un organisme extérieur. L'exploitant doit conserver une trace des attestations ou des rapports de contrôles pendant au moins 3 ans.

En cas de dépassement des valeurs (vitesse particulière) prescrites, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour éviter son renouvellement.

#### *Article 3.4.6 - Enregistrements*

Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes :

- identification de la carrière ;

- date et heure du tir ;
- plan du gisement avec position du tir ;
- description détaillée du tir :
  - nombre de trous ;
  - masse totale d'explosifs ;
  - charge unitaire ;
  - nature des explosifs ;
  - mode d'amorçage ;
  - durée du tir ;
  - plan du tir en coupe et vue de dessus ;
  - résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;
- résultats des mesures de vibrations et de pression acoustique :
  - identification de l'appareil de mesures ;
  - localisation de la mesure ;
  - enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).

Ces informations sont conservées dans un registre spécial archivé pendant au moins 3 ans par le responsable technique de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### *Article 3.4.7 - Transmission des résultats*

Les plans de tirs et les résultats des mesures doivent être conservés pendant toute la durée d'exploitation de la carrière et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 3.5 - Remblayage et recyclage des déchets inertes**

#### *Article 3.5.1 - Généralité*

Les déchets inertes externes entrant sur la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé reprises ci-dessous.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Un panneau à l'entrée indique la nature des déchets inertes admis pour recyclage ou remblaiement.

#### *Article 3.5.2 - Déchets extérieurs acceptés*

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser la quantité prescrite à l'article 1.1.6 du présent arrêté.

Sous réserve qu'ils respectent les conditions mentionnées aux 3.5.3, les seuls déchets externes admissibles pour recyclage ou remblayage du site sont les déchets inertes suivants (au sens de l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement) :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
Pour remblaiement :		
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés
Pour recyclage uniquement :		
17 03 02	Mélanges bitumeux ne contenant pas de goudron	Uniquement de faibles quantités restant en mélange avec d'autres déchets autorisés après un tri selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable. Et ayant fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

En dehors de cette liste, seuls peuvent être admis pour le remblayage de la carrière les déchets inertes provenant de l'usine FACO, autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé du 4 décembre 2000, sous réserve qu'ils respectent les conditions de l'article 3.5.3 et les valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité.

Les déchets inertes d'extraction concourant à la remise en état sont identifiés au sein du plan de gestion des déchets d'extraction prescrit à l'article 71 du présent arrêté.

Tout autre déchet est interdit.

#### *Article 3.5.3 - Procédure d'acceptation préalable*

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Cette procédure, et les consignes relatives à cette procédure, sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles, notamment à l'accueil de la carrière et à la bascule.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis pour être recyclés ou être utilisés pour le remblayage de la carrière.

L'installation ne peut admettre ni stocker :

- déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du Code de l'environnement, notamment les déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ;
- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- déchets non pelletables ;
- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- déchets radioactifs.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 3.5.2, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés ci-dessus.

#### *Article 3.5.4 - Document d'acceptation préalable*

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Pour les déchets inertes issus de l'usine FACO, autorisée par arrêté du 4 décembre 2000 et mentionnées ci-avant, sont annexés à ce document les résultats de la caractérisation des déchets respectant les valeurs limites fixées par l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

#### *Article 3.5.5 - Contrôle des apports de déchets*

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;

- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 3.5.6 ;
- le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés.

Les personnes chargées de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu à l'article 3.5.4 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

#### *Article 3.5.6 - Registres*

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'ensemble des informations mentionnées à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 en cas de remblaiement par des déchets inertes ;
- l'ensemble des informations mentionnées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 en cas de remblaiement par des terres excavées ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 3.5.5 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission ;
- la localisation du dépôt sur le plan topographique mis en place permettant de localiser la zone de remblais correspondante .

Le registre d'admission est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conformément à l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement, le registre d'acceptation des terres excavées est transmis au registre national des déchets, terres excavées et sédiments.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

#### *Article 3.5.7 - Mise en œuvre des remblais*

Les déblais sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être poussés en fond de fouille qu'après contrôle visuel

L'exploitant dispose d'une zone affectée à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs

susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein de l'excavation conformément au plan de phasage figurant en annexe II et à la remise en état fixée à l'article 3.6 du présent arrêté dont le plan, avec cotes altimétriques, est repris en annexe III.

La terre végétale décapée sur le site et dont l'intégralité a été conservée pour la remise en état est régallée au-dessus des remblais dans les conditions prévues à l'article 3.6 du présent arrêté.

Lors des phases de déversement des déchets inertes en contrebas, ces déchets doivent être déversés dans l'excavation à partir d'une zone de déchargement sécurisée limitant les risques de chutes des engins dans l'excavation.

#### *Article 3.5.8 - Stabilité du remblaiement*

Un contrôle interne régulier de la stabilité des remblais devra être réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle sera mise en œuvre.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais (pente, gestion des eaux ...) notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une personne compétente, à une étude de stabilité. Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses conclusions et ses propositions.

### **Article 3.6 - Cessation d'activité dont remise en état du site**

#### *Article 3.6.1 - Conditions générales*

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

#### *Article 3.6.2 - Nature de la remise en état*

La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'exploitation notamment à son plan de remise en état repris en **annexe III** du présent arrêté.

Elle est réalisée en vue de permettre l'usage mentionné à l'article 1.2.7 du présent arrêté.

#### *Article 3.6.3 - Mise en sécurité du site (spécificité carrières)*

La mise en sécurité comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur ;
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site ;
- le maintien de la clôture et des panneaux avertissant des dangers du site.

#### *Article 3.6.4 - Description de la remise en état*

La renaturation présentée en annexe III est composée :

- d'un boisement (2,5 ha) au Nord-Est,

- de 4 mares à pentes douces sur une surface totale de 3,5 ha chacune accompagnée d'une prairie humide. Leurs abords feront (si nécessaire) l'objet d'un ensemencement hydraulique par un mélange prairial classique afin de stabiliser le sol et de favoriser ainsi une reprise durable de la végétation.
- de 3 000 m linéaires de merlons végétalisés en limite de site,
- sur les 21 ha restant, d'une recolonisation naturelle de la végétation entretenue via pâtures ou prairie de fauche.

---

## TITRE 4 - MILIEUX NATURELS ET PATRIMOINE

---

### Article 4.1 - Intégration paysagère

#### Article 4.1.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Le site et de ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont aménagés, maintenus propres et entretenus en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets, ... Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

L'exploitant procédera au nettoyage immédiat de la route en cas de salissure de la voie publique par les véhicules quittant le site.

#### Article 4.1.2 - Impact visuel

Pour limiter l'impact visuel de la carrière, les mesures suivantes identifiées en annexe IV sont mises en œuvre :

- merlon d'une hauteur de 4 m, arboré, au Nord et à l'Ouest, le long de l'extension Nord de la fosse Nord (dans la continuité des merlons périphériques existants).
- Merlon d'une hauteur de 4 m, arboré, au Nord, à l'Est et au Sud le long de l'extension de la fosse Sud (dans la continuité des merlons périphériques existants),
- la hauteur du remblai en fosse Nord évoluera de +73 m NGF à +60 m NGF en fonction de l'avancement des apports sur le site dans les conditions prévues par le phasage (annexe II).

Les merlons paysagers susmentionnés sont mis en place dans l'année suivant la notification du présent arrêté et avant toute mise en exploitation de la zone en extension.

L'exploitant établit un programme de plantation pour la végétalisation des merlons périphériques prévues dans le cadre de la remise en état (annexe III). Ce programme débute dès la première phase d'exploitation et est terminé pour la fin de la quatrième phase.

### Article 4.2 - Patrimoine Archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le préfet, le maire de la commune et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les vestiges sont protégés et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

### Article 4.3 - Milieus naturels

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions des articles ci-dessous.

#### *Article 4.3.1 - Mesures d'évitement liées aux milieux naturels*

ME1 - L'exploitant évite une partie des habitats utilisés comme zone de repos et/ou de reproduction par ces espèces par le maintien de 0,13 ha d'alignement d'arbres, 1,7 ha de friches et 200 ml de haies.

#### *Article 4.3.2 - Mesures de réduction liées aux milieux naturels*

MR1 - L'exploitant adapte les périodes de travaux sur l'année. La destruction des 0,5 ha de friches sur la zone Sud (en contact avec l'extension) sera effectuée en dehors de la période de reproduction des espèces protégées recensées sur le site (amphibiens, reptiles et oiseaux) soit hors de la période février à septembre.

MR2 - Les points d'eau issus des activités de la carrière (hors bassins d'infiltration) sont maintenus pendant les phases quinquennales 1 et 2 de la carrière. Lors des phases suivantes, avec la remise en état progressive, l'exploitant procède à la mise en place de 4 mares réparties dans les différents points bas des secteurs du site (3 mares au Sud et un bassin au Nord) comme figuré en annexe III. La frange Sud de la fosse Nord constitue également une zone pouvant servir de halte aux espèces de l'avifaune aquatique en période hivernale (remontée des eaux).

MR3 - Afin de réduire la destruction de 0,51 ha de friches favorables à la faune, un merlon paysager est créé en limite des deux zones d'extension comme identifiées en annexe IV. La surface pour ces aménagements est de 13 ha avec des espèces présentes localement (Chêne rouvre (plus adapté aux changements climatiques), Merisier, Erable champêtre, Alisier torminal, Charme, en évitant une trop grande fréquence du Châtaignier - strate arbustive : Cornouiller sanguin, Prunellier, Noisetier). Les plantations interviendront entre octobre et fin janvier, hors période de gel suivant l'arrêté d'autorisation.

#### *Article 4.3.3 - Mesures de compensation liées aux milieux naturels*

Il n'y a pas de mesure de compensation.

#### *Article 4.3.4 - Mesures d'accompagnement liées aux milieux naturels*

MA 1 - L'exploitant met en place un suivi quinquennal à partir de la phase 3 (aménagements prévus en MR1).

---

## **TITRE 5 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **Article 5.1 - Conception des installations**

#### *Article 5.1.1 - Dispositions générales*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses et y compris en période d'inactivité. En particulier, les bâtiments et les installations sont entretenus en permanence et maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### *Article 5.1.2 - Prévention des envols de poussières*

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage ;
- les pistes et les zones de stockage sont arrosées par temps sec ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- la hauteur des stocks de matériaux et déchets inertes est limitée à +73 mNGF au coin Nord conformément au plan de l'annexe III ;
- les écrans de végétation sont mis en place dans les conditions prévues à l'article 4.1.2 du présent arrêté.

### **Article 5.2 - Plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement**

#### *Article 5.2.1 - Plan de surveillance*

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Sites nouveaux : une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (type a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (type b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (type c).

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Au moins, trois jauges de types b sont implantées :

- au lieu-dit « Pareds » (au Nord-Est du site),

- au lieu-dit « Allard » (au Nord du site),
- à l'école élémentaire de la Jaudonnière (au Sud du site).

#### *Article 5.2.2 - Suivi des retombées de poussières*

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois selon la norme NF X 43-014.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg/m}^2/\text{jour}$ .

L'objectif à atteindre est de  $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.4, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à  $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur de  $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$  prévue au paragraphe précédent et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

#### *Article 5.2.3 - Suivi des conditions météorologiques au droit du site*

Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques présentes au moment des campagnes de mesures. Pour ce faire, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

L'enregistrement de ces conditions météorologiques à l'aide d'une station implantée sur le site peut être remplacé par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues d'une station météo représentative située à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques. La représentativité des données corrigées obtenues doit être vérifiée par comparaison à des données issues de l'implantation temporaire d'une station de mesure sur le site.

#### **Article 5.3 - Suivi PM10**

L'exploitant procède tous les deux ans au suivi des PM10 selon la norme NF EN 12341 ou toute autre méthode équivalente (sous condition de justification de l'équivalence).

Les prélèvements sont réalisés en période représentative de l'activité normale de la carrière et de l'usine autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000.

Le réseau de mesure est équipé :

- d'une station témoin hors de la zone d'influence de la carrière ou de son usine autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000,
- d'une station chez les riverains les plus proches,
- d'une station chez les riverains sous les vents dominants.

L'emplacement de ces stations est justifié au sein du rapport comportant les résultats de mesure.

Les résultats sont commentés, comparés aux valeurs sanitaires communément admises pour les PM10.

Le cas échéant, l'exploitant procède à des actions correctives visant à limiter les émissions de poussières au sein des installations susmentionnées.

#### **Article 5.4 - Bilan des mesures de poussières**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites (pour rejets canalisés), de la valeur de retombées de poussières, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante dans le cadre de la campagne GEREP.

---

### **TITRE 6 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

#### **Article 6.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux applicables sur le territoire de la carrière.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Des mesures particulières doivent être prises pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel. En particulier, les écoulements d'eau pluviale sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site.

#### **Article 6.2 - Prélèvements et consommations d'eau**

##### *Article 6.2.1 - Origine des approvisionnements en eau*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.

L'extraction est réalisée sur les zones hors d'eau, sans pompage des eaux d'exhaure.

Les eaux servant à l'arrosage des pistes sont pompées dans le bassin de la plateforme d'usine autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé du 4 décembre 2000. La quantité d'eau pompée pour le nettoyage des pistes ou la limitation des émissions de poussières est comptabilisée et relevée mensuellement.

##### *Article 6.2.2 - Prescriptions en cas de sécheresse*

En cas de sécheresse constatée sur la masse d'eau « calcaire du Dogger du bassin de Chantonay libre » (GG034), l'exploitant limite sa consommation au strict nécessaire l'arrosage des pistes les plus génératrices de poussières. Aucun aménagement paysager n'est arrosé.

L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des quantités d'eau prélevées selon les définitions de l'article 1 de l'arrêté ministériel susvisé du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.

#### **Article 6.3 - Collecte des effluents liquides - Dispositions générales**

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 6.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 6.4 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Le ravitaillement des engins mobiles et leur entretien ne sont pas réalisés sur la carrière.

Le ravitaillement des engins peu mobiles est réalisé à partir d'un camion de livraison équipé d'une rétention en faisant usage d'une rétention mobile. Le petit entretien des engins peu mobiles est autorisé sous réserve de prendre les mesures nécessaires pour limiter les pollutions des sols et des eaux. L'ensemble des engins est équipé de kit antipollution.

Il n'y a pas de stockage de produit susceptible de créer une pollution au sein de la carrière (hydrocarbures, produit d'entretien,...).

#### **Article 6.4 - Caractéristiques des effluents**

##### *Article 6.4.1 - Identification des effluents*

L'ensemble des eaux ruisselant sur chacune des entités Nord et Sud sont collectées gravitairement en fond de chacune des fosses.

##### *Article 6.4.2 - Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes*

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockages des déchets d'extraction inertes ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

##### *Article 6.4.3 - Eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets inertes utilisés pour le remblayage*

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

#### **Article 6.5 - Autosurveillance**

##### *Article 6.5.1 - Autosurveillance commune aux deux fosses*

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°
Milieu naturel récepteur	Fond de chaque fosse - « calcaire du Dogger du bassin de Chantonay libre » (GG034)
Nature des effluents	Eaux de ruissellement du site
Température des effluents	Inférieure à 30 °C
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105)	Inférieure à 35 mg/l
DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101)	Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté
HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114)	Inférieur à 10 mg/l

En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser, pour chaque fosse, à une fréquence semestrielle, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux dispositions ci-dessous. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'évolution défavorable des paramètres sans valeur limite,

l'exploitant informe l'inspection des installations classées. Ces éléments sont accompagnés de tout élément de recherche sur la cause de la pollution et les actions mises en place pour supprimer cette pollution.

Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

*Article 6.5.2 - Autosurveillance complémentaire sur la fosse Nord (accueillant des remblais)*

En plus des paramètres mentionnés à l'article précédent, la fosse Nord, fait l'objet une fois par an d'une analyse sur les paramètres suivants : As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, fluorures, sulfates, indices phénols, carbone organique total, fraction soluble.

**Article 6.6 - Eaux souterraines**

*Article 6.6.1 - Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines*

L'exploitant contrôle et entretient un réseau de 3 piézomètres sur la nappe superficielle identifiés au plan de l'**annexe V**.

Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance. Ces points de contrôle sont retenus sous réserve d'un accord formel des propriétaires des terrains concernés. A défaut, l'exploitant réalise des ouvrages dont le contexte hydrogéologique est reconnu équivalent.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

*Article 6.6.2 - Relevé du niveau piézométrique*

Un suivi du niveau piézométrique est réalisé sur le réseau de piézomètre susmentionné. Le relevé est à minima semestriel.

*Article 6.6.3 - Suivi analytique*

Un contrôle annuel de la qualité des eaux de la nappe est effectué par l'exploitant au niveau des piézomètres n°PZ1 et n°PZ3 (identifié en annexe V) avec envoi d'un prélèvement pour analyse à un laboratoire agréé. Les paramètres analysés sont ceux mentionnés à l'article 6.5.1 du présent arrêté

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les informations portant sur le sens d'écoulement de la nappe d'eau souterraine analysée.

*Article 6.6.4 - Impact sur la ressource en eau*

En cas d'assèchement de puits ou de forages en lien avec l'exploitation de la carrière, l'exploitant s'engage à mettre en place les moyens qui permettent à l'utilisateur de retrouver la même qualité de service qu'avant l'exploitation.

---

## **TITRE 7 - DÉCHETS PRODUITS**

---

**Article 7.1 - Déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière**

Les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière sont les suivantes :

Code déchet	Nature	Quantité	Lieu de stockage
-	Terre arable	240 000 t soit 9 600 t/an	stockées au coin Nord de la fosse Nord en attendant la remise en

			état
01 01 02	Terres stériles	480 000 t soit 19 200 t/an	stockées en merlons périphériques dans l'attente de la remise en état et dans la zone Est de la fosse Nord,
01 04 09	Boue des bassins de décantation	1 000 t	zone Est de la fosse Nord.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes.

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

## **Article 7.2 - Déchets autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière**

### *Article 7.2.1 - Limitation de la production de déchets*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L.541-1 du Code de l'environnement :

1° - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° - Pour les autres déchets, de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation ;
- d) l'élimination.

#### *Article 7.2.2 - Séparation des déchets*

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du Code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du Code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du Code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R.543-17 à R.543-41 du Code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R.541-225 à R.541-227 du Code de l'environnement.

#### *Article 7.2.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets*

Aucun déchet dangereux ou non dangereux n'est stocké sur la carrière. La gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière (hors déchets d'extraction) est réalisée sur l'usine FACO.

#### *Article 7.2.4 - Traitement ou élimination des déchets*

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

#### *Article 7.2.5 - Transport et suivi*

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-63 et R.541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en application du règlement (CE) n° 1013/2006 modifié du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

---

## **TITRE 8 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

---

### **Article 8.1 - Dispositions générales**

#### *Article 8.1.1 - Aménagements*

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

En particulier, les aménagements suivants sont réalisés :

- sur la fosse Nord, prolongement des merlons existants d'une hauteur minimale de 4 m face au lieu-dit « Allard » conformément aux aménagements prévus en annexe IV au coin Nord-Ouest,
- sur la fosse Nord, mise en place d'un merlon de 5 m devant le lieu-dit « Le Pareds », entre la zone de remblaiement et la zone habitée.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### *Article 8.1.2 - Véhicules et engins*

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par les articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'environnement.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ».

#### *Article 8.1.3 - Appareils de communication*

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## Article 8.2 - Niveaux acoustiques

### Article 8.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

### Article 8.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

### Article 8.2.3 - Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définie dans le tableau ci-dessus.

### Article 8.2.4 - Surveillance des niveaux sonores et émergences

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence représentative de l'activité d'extraction est effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fait procéder au moins tous les 3 ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'écoulements sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

Points de contrôle des écoulements :

- lieu-dit « Pareds » (à l'Est de la carrière),
- lieu-dit « Allard » (au Nord de la carrière),
- lieu-dit « L'Orchetrie » (au Sud de la carrière).

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à écoulement réglementé.

### **Article 8.3 - Emissions lumineuses**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

---

## **TITRE 9 - PREVENTION DES RISQUES**

---

### **Article 9.1 - Dispositions générales**

#### *Article 9.1.1 - Conception des installations*

Les installations, comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs, sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre, à permettre une intervention rapide et aisée des secours, à éviter tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et faciliter l'évacuation du personnel.

Pour cela les dispositions suivantes sont notamment mises en œuvre :

- l'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- l'exploitant fixe des règles de circulation pour éviter d'endommager les installations et d'encombrer la voie des engins et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquages au sol, consignes...) ;
- les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagées, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant prend également toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue,...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.

#### *Article 9.1.2 - Etat des stocks et étiquetage des produits*

Aucun produit n'est stocké sur la carrière.

#### *Article 9.1.3 - Zones dangereuses et zonage interne*

L'exploitant identifie les zones dangereuses de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

Les dangers pour les personnes, notamment l'ensevelissement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.

L'accès aux zones dangereuses, en particulier les chantiers de découverte ou d'exploitation, les bassins de décantation, les installations de traitement..., est protégé par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés.

#### *Article 9.1.4 - Réseaux, canalisations et équipements*

Les réservoirs, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction de leur utilisation afin d'éviter qu'ils soient sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Ils sont protégés des agressions qu'ils peuvent subir (chocs, vibrations, écrasements, corrosions...) entretenus et contrôlés périodiquement. Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de les reconnaître (plaques d'inscription, code des couleurs...). l'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

#### **Article 9.2 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement et l'entretien des engins mobiles est réalisé sur l'usine FACO dans les conditions prévues par la réglementation qui y est applicable. Les engins peu mobiles (pelle sur chenille notamment) sont ravitaillés bord à bord avec un camion distributeur équipé de pompes à arrêt automatique en faisant usage d'une rétention amovible. Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs.

II. Aucun produit n'est stocké sur la carrière.

III. L'exploitant dispose de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.

IV. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

## **Article 9.3 - Prévention des incendies**

### *Article 9.3.1 - Autorisation de travail - permis de feu*

Dans les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Dans ces installations recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

### *Article 9.3.2 - Moyens de lutte contre l'incendie*

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombre suffisant et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Le personnel présent disposera d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).

En cas d'incendie, les eaux polluées seront collectées et stockées sur le site en vue de leur élimination.

### *Article 9.3.3 - Vérification périodique des équipements*

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

## **Article 9.4 - Risque géotechnique**

### *Article 9.4.1 - Distances limites et zones de protection*

L'exploitation du gisement respecte les distances limites, zones de protection et profils de fronts, consignes d'exploitation, définis plus haut notamment à l'article 3.3.4 (limite de la zone d'extraction) et 3.5.8 (stabilité du remblaiement) pour assurer la stabilité des fronts et procède à des contrôles visuels réguliers.

Les préconisations des études de stabilité prescrites aux articles 3.5.8 et 9.4.3 du présent arrêté, font l'objet d'un plan d'action de la part de l'exploitant (avec échéancier proportionné aux dangers et enjeux identifiés). Celui-ci trace dans un registre les préconisations et les actions correctives réalisées.

#### *Article 9.4.2 - Surveillance du chantier*

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu à des interventions sans délai. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires, le cas échéant.

#### *Article 9.4.3 - Surveillance géotechnique*

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une personne compétente, à une étude de stabilité des fronts d'exploitation en identifiant les instabilités rocheuses. Il communique pour information cette étude à l'inspection des installations classées avec ses conclusions et ses propositions d'action (avec échéancier proportionné aux dangers et enjeux identifiés).

Une étude des instabilités rocheuses est également effectuée par une société spécialisée et indépendante au moment de la notification de la cessation d'activité et transmise au préfet avec le dossier accompagnant cette notification.

#### **Article 9.5 - Formation du personnel – consignes**

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage d'hydrocarbures ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses (carburant, huile ou autre polluant) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la nécessité de collecter et de confinement des eaux d'extinction ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison...

---

## **TITRE 10 - RÉCAPITULATIFS**

---

#### **Article 10.1 - Contrôles à réaliser et documents à transmettre à l'inspection**

Le tableau suivant récapitule les contrôles spécifiquement prévus au titre de cet arrêté ainsi que les documents à transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Objets	Délais/fréquence de réalisation	Transmission du document à l'Inspection des installations classées ou à la Préfecture ou mise à disposition du document
1.4.3/ 3.1.6	Constitution des garanties financières	A la réalisation des travaux préparatoires	Transmettre à la préfecture
1.4.4	Mise à jour quinquennale des garanties financières (avec indice TP01 utilisé)	Au moins 3 mois avant la date d'échéance des garanties financières de chaque phase quinquennale	Transmettre à la préfecture
2.1	Récolement des prescriptions	Dans les 6 mois suivants la notification	Transmettre à l'Inspection
2.8	Rapport d'accident/incident	Sous 15 jours	Transmettre à l'Inspection
2.9	Déclaration GERP	Tous les ans – avant le 31 mars de l'année (n+1)	Internet
2.10	Plan d'exploitation	Tous les ans	A tenir à disposition de l'Inspection
3.4.7	Relevés de tir de mines	Annuel	A tenir à disposition de l'Inspection
3.5.6	Registre déchets inertes (remblaiement)	Registre à tenir à jour	A tenir à disposition de l'Inspection
3.5.6	Registre terres excavées (remblaiement)	Registre à tenir à jour	A transmettre au RNDTS
3.5.8	Suivi stabilité du remblai	Tous les 5 ans	A transmettre à l'inspection
4.3.4	Suivi biologique	Tous les 5 ans à partir de la phase 3	A tenir à disposition de l'Inspection
5.2	Plan de surveillance des retombées atmosphériques	Trimestrielle/semestrielle selon les conditions de l'arrêté	Internet (GERP) A tenir à disposition de l'Inspection
5.3	Suivi PM10	Annuel	A tenir à disposition de l'Inspection
6.5.1	Suivi analytique des eaux des fosses	Semestriel	A tenir à disposition de l'Inspection
6.5.1	Paramètres complémentaires eau de la fosse Nord	Semestriel	A tenir à disposition de l'Inspection
6.6.2	Suivi du niveau piézométrique	Semestriel	A tenir à disposition de l'Inspection
6.6.2	Suivi analytique sur les piézomètres 1 et 3	Annuel	A tenir à disposition de l'Inspection
7.1	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans ou avant si actualisation	Transmettre à la préfecture
8.2	Mesure de bruit dans l'environnement issu de la carrière	3 ans	A tenir à disposition de l'Inspection

9.4.3	Surveillance géotechnique des fosses	Tous les 5 ans	A transmettre à l'inspection
-------	--------------------------------------	----------------	------------------------------

## TITRE 11 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 11.1 - Délais et voies de recours

Sans préjudice de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° dans les conditions fixées par l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (*article R. 181-51 du Code de l'environnement*).

### Article 11.2 - Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 11.3 - Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

### **Article 11.4 - Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée au Sous-préfet de Fontenay-le-Comte

Fait à La Roche-sur-Yon, le **22 MAI 2025**

Le préfet,  
Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

**Nadia SEGHER**



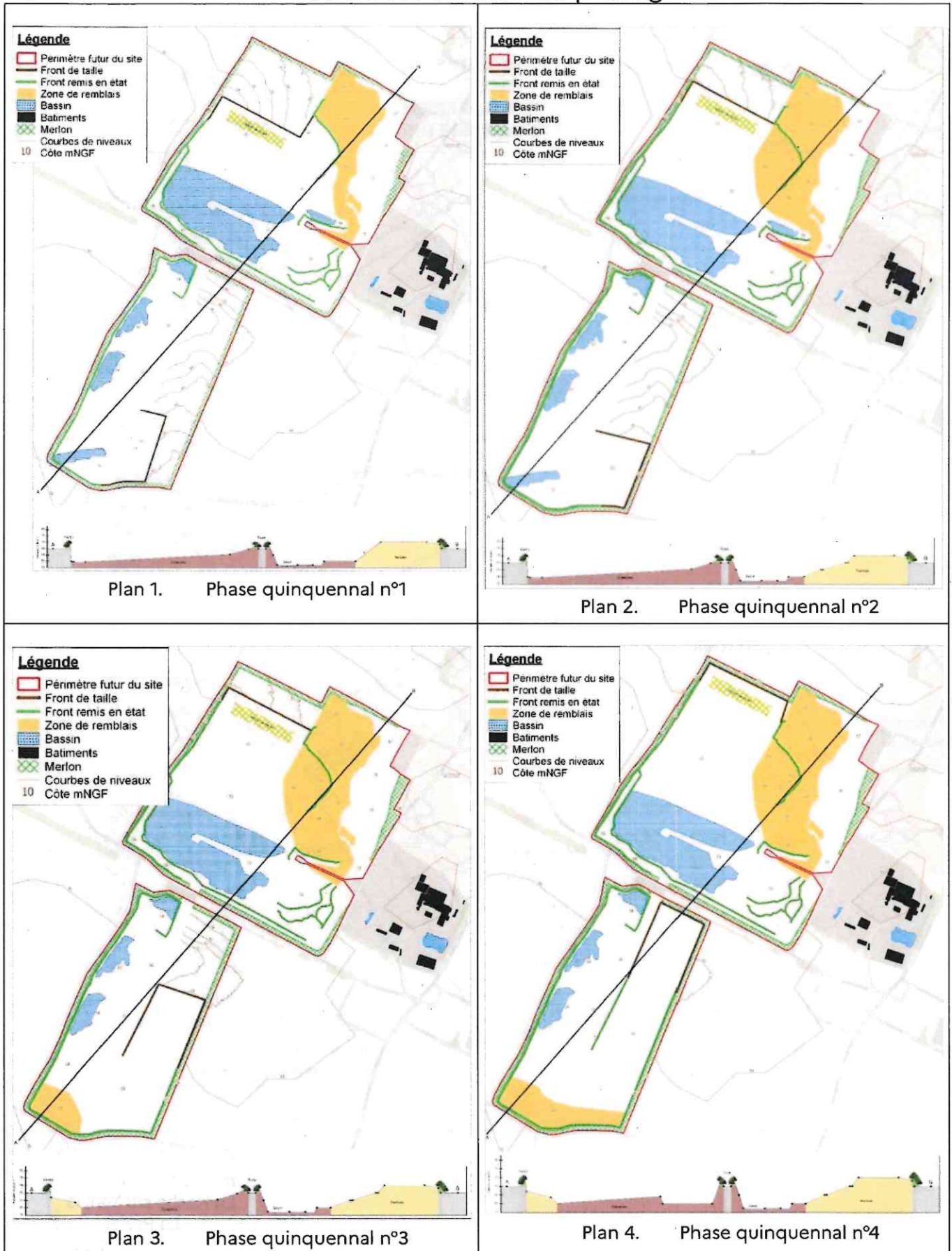
# ANNEXE I. Plan parcellaire



Vu pour être annexé à  
mon arrêté du 22 MAI 2025  
La Roche sur Yon, le  
Le Préfet, 22 MAI 2025  
Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

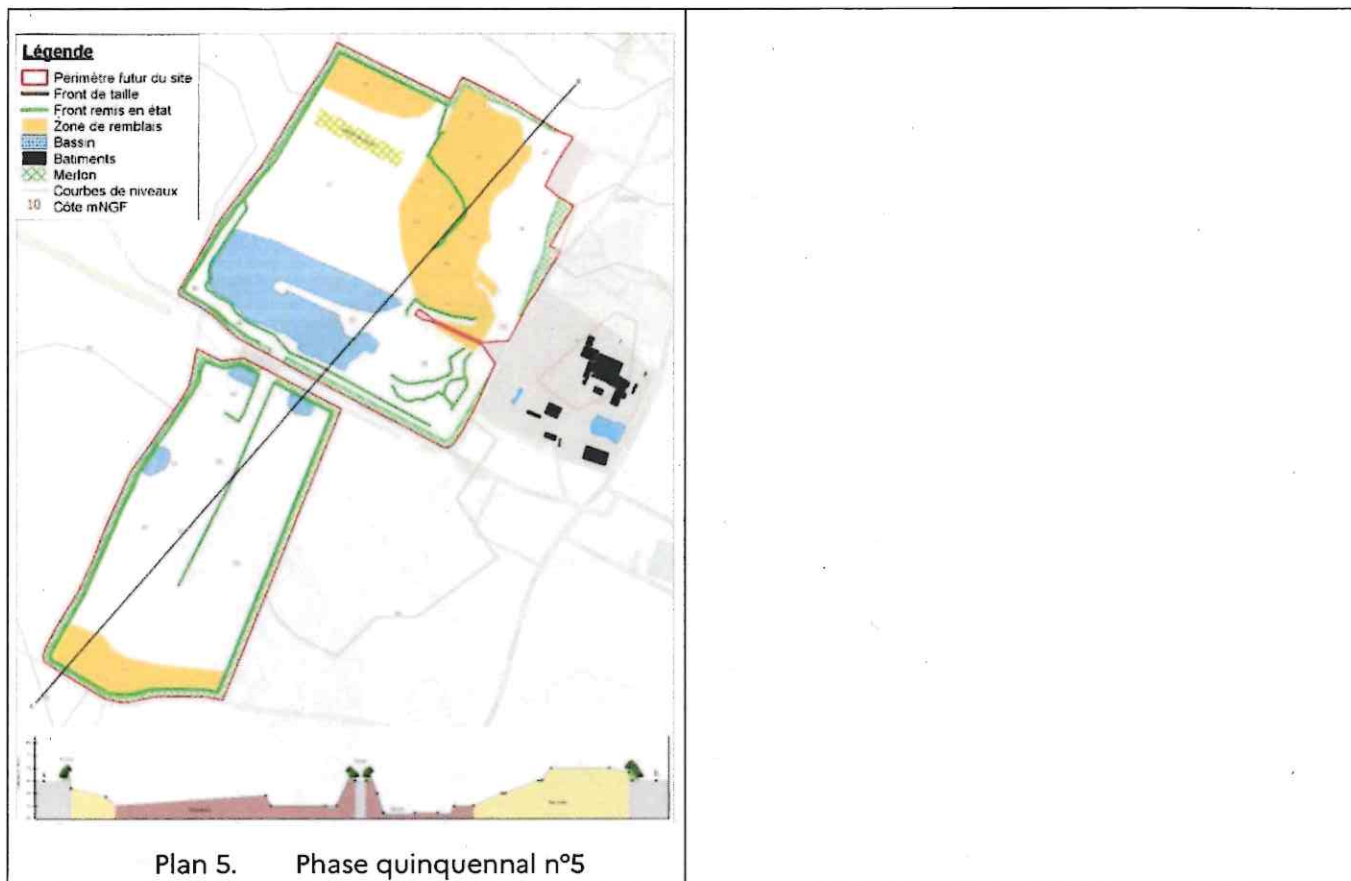
Nadia SEGHIER

## ANNEXE II. Plan de phasage



Vu pour être annexé à  
mon arrêté du 22 MAI 2025  
La Roche sur Yon, le 22 MAI 2025  
Le Préfet

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

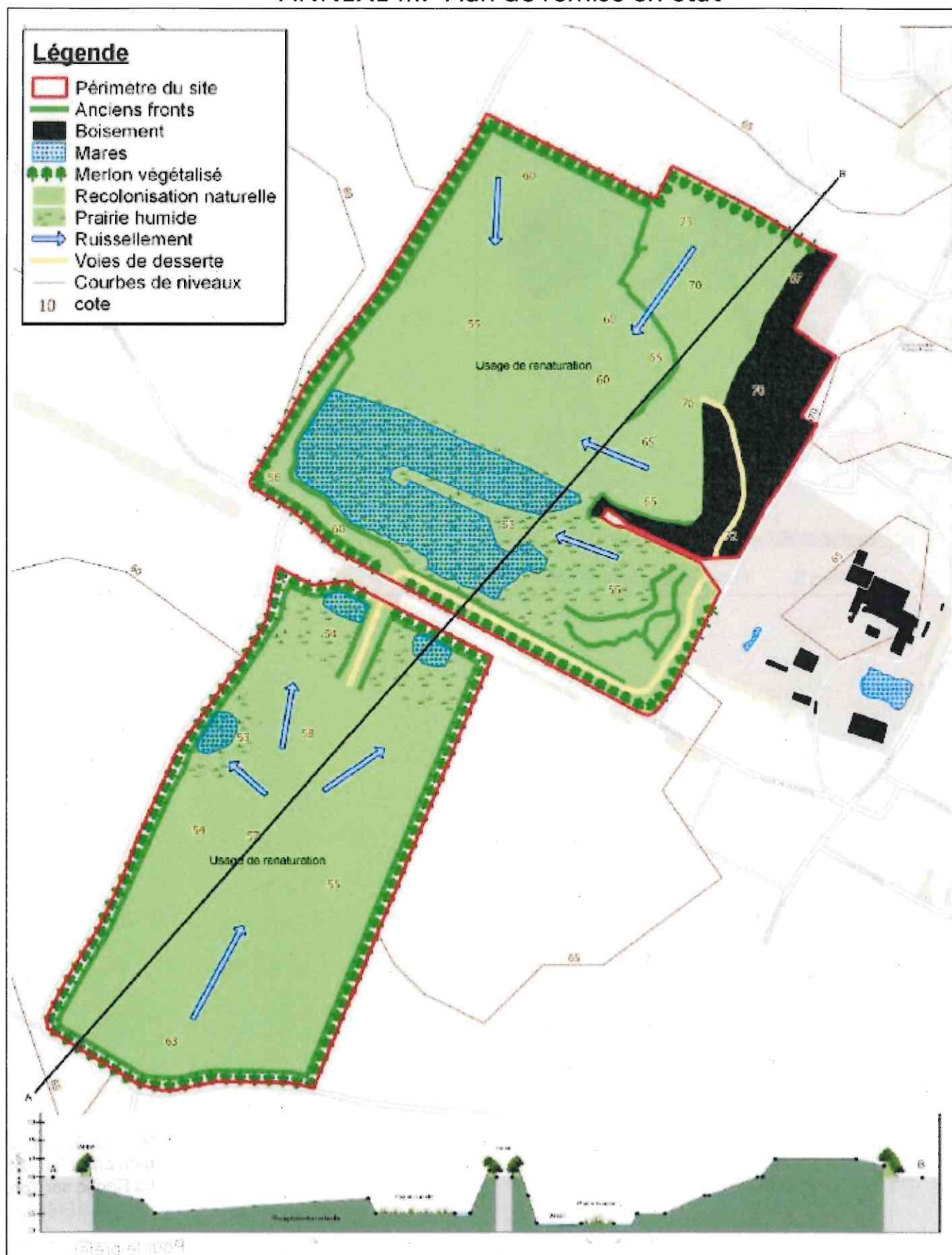


Vu pour être annexé à  
mon arrêté du 22-5-2018  
La Roche sur Yon, le  
Le Préfet,

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

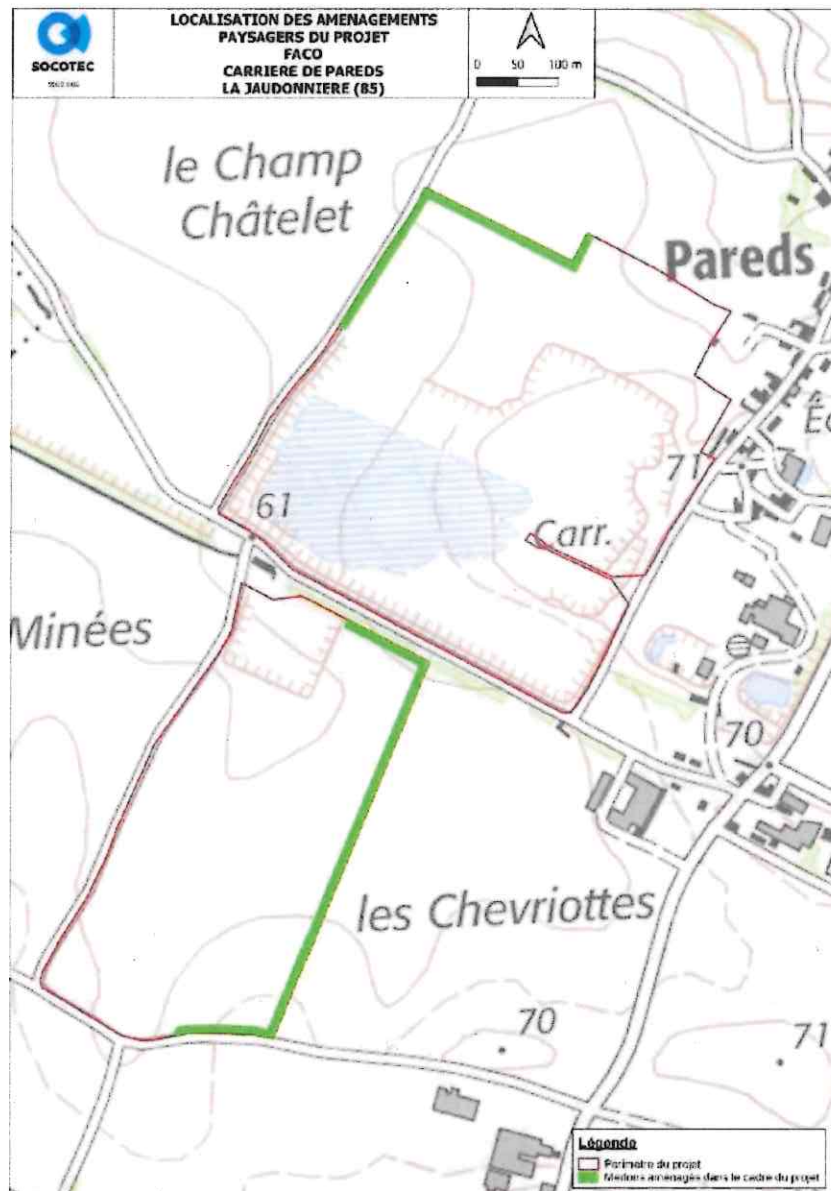
Nadia SEGHIER

# ANNEXE III. Plan de remise en état



Mu pour être annexé à  
mon arrêté du  
La Roche sur Yon, le  
Le Préfet

## ANNEXE IV. Mesures d'insertion paysagères

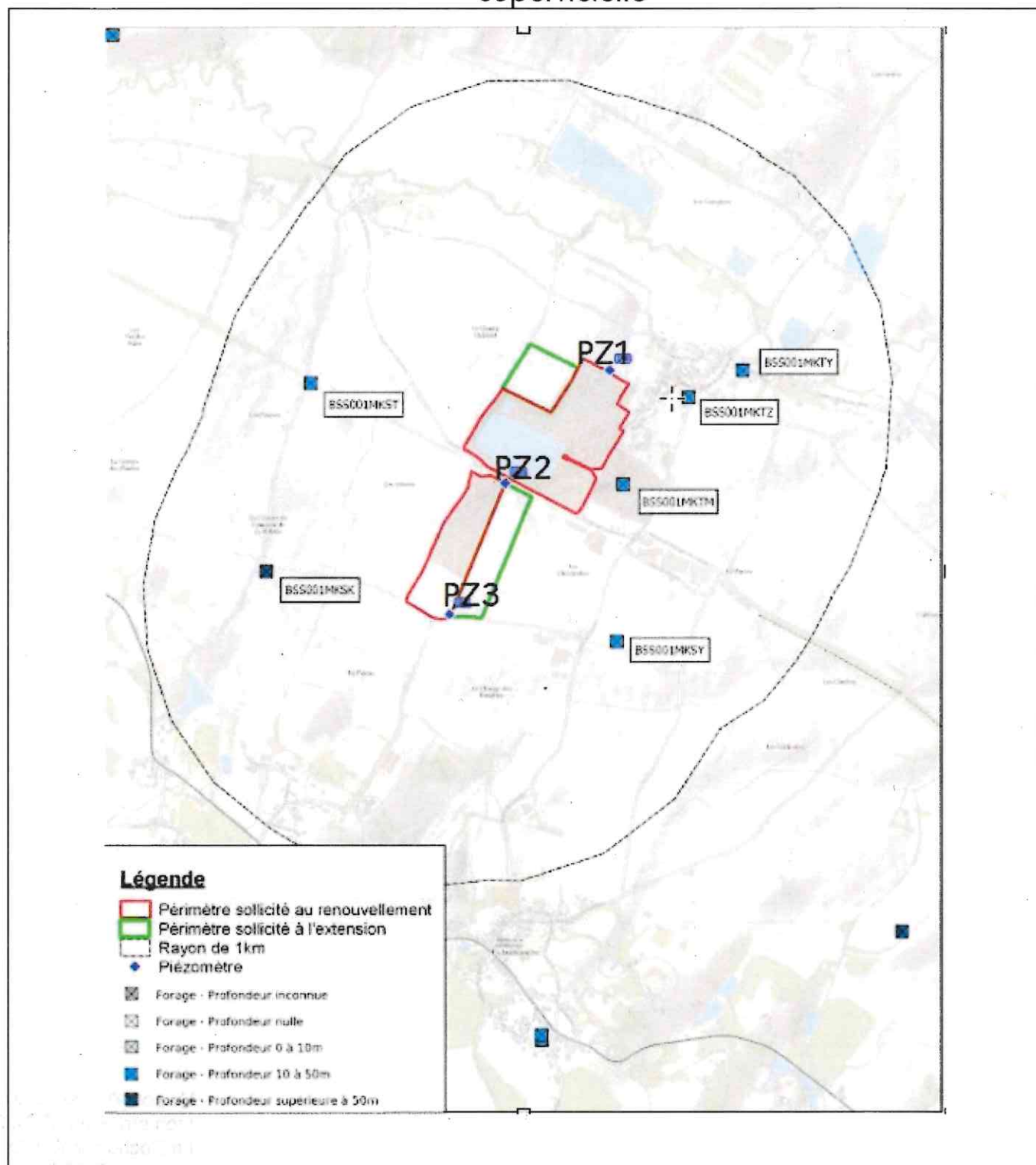


Vu pour être annexé à  
 mon arrêté du 22-5-25  
 La Roche sur Yon, le 22-5-25  
 Le Préfet,

Pour le préfet,  
 la secrétaire générale de la Préfecture  
 de la Vendée

Nadia SEGHIER

## ANNEXE V. Réseau de piézomètre – surveillance de la nappe superficielle



Vu pour être annexé à  
mon arrêté du  
La Roche-sur-Yon, le  
Le Préfet,

*Asyle*